

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Les petites phrases de la semaine

- Ali Bongo Ondimba (Président de la République, président en exercice de la CEEAC) :

"La pandémie à Covid-19 a démontré si besoin en était, la très forte interdépendance entre tous les pays du globe. C'est donc à l'échelle globale, et non de nos pays respectifs, qu'il nous faut résoudre toutes ses conséquences."

- Nicole Janine Lydie Roboty Mvou, ministre déléguée auprès du ministre de l'Économie et de la Relance :

"Les établissements de microfinance sont un partenaire clé dans la relance de notre économie."

- Jessye Ella Ekogha, porte-parole de la présidence de la République :

"Quant au fait de dire que si l'État revient en l'espèce sur ses engagements, cela renvoie un mauvais signal, c'est non seulement archifaux mais c'est l'inverse qui est vrai."

- Me Bisseké Mbani, avocat au Barreau du Gabon :

"Patricia et Cathy n'ont pas été interpellées et placées en détention provisoire en raison de leur statut de lesbiennes que la loi leur reconnaît depuis la dépénalisation de l'homosexualité. À ce niveau, elles ne peuvent plus encourir de peines. Mais parce que cela a heurté nos us et coutumes causant ainsi un trouble à l'ordre public."

- Patrice Neveu, sélectionneur des Panthères :

"L'objectif était de prendre trois points. C'est donc une mission accomplie. On est sur le bon chemin pour aller chercher la qualification."

- Brice Ondo, coach de Bouenguidi Sport :

"Notre objectif est de nous qualifier pour le tour prochain, où nous attendra le Tout-Puissant Mazembe de la RDC."

- Paulette Mengue M'Owono, gouverneure de la Ngounié :

"Nous devons travailler ensemble. Car j'ai besoin de toutes les forces vives de la localité. Pour cela, il faut cultiver la paix et la cohésion sociale pour un mieux vivre-ensemble."

- Sylvain Mayabi Binet, secrétaire général de l'Onep :

"Il n'y a pas de raison que l'on nous dise que la Gabon Oil Marketing (GOM) ne peut pas exécuter ce plan social à visage humain. Si la perte des emplois est inévitable, il y a toutefois la possibilité d'un meilleur accompagnement social."

Rassemblements par J.K.M

Sécurité aérienne : la situation de l'Asecna présentée à la Première ministre

EN visite de travail au Gabon, le DG et le PCA de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar ont fait le point, récemment, de leurs activités à Rose Christiane Ossouka Raponda.

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon



La Première ministre Ossouka Raponda a reçu le directoire de l'Asecna.

LE directeur général de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (Asecna), Moussa Mohammed et le président du Conseil d'administration de cet organisme, Jean Lamy, ont été récemment reçus en audience par Rose Christiane Ossouka Raponda.

À l'initiative du ministre gabonais des Transports, Léon Armel Bounda Balonzi, les hôtes de la cheffe du gouvernement sont allés lui faire le point de la si-

tuation de l'Asecna. Il en résulte que sa relation avec le Gabon est au beau fixe, bien qu'elle soit impactée par la crise sanitaire mondiale liée à la pandémie de coronavirus.

S'agissant de la situation conjoncturelle de l'organisation du transport aérien, les deux représentants ont fait part à la Première ministre de la baisse de ses activités, de l'ordre de

plus de 60%. Toute chose qui a amené Rose Christiane Ossouka Raponda à se rassurer quant à la capacité de l'Asecna à sécuriser les espaces aériens qui lui sont confiés par les États membres et le Gabon en particulier.

Une préoccupation à laquelle, semble-t-il, le DG et le PCA ont apporté des assurances. Ils ont ainsi donné les garanties de ce que cette agence répondra favo-

rablement aux attentes des États membres. "La Première ministre accorde beaucoup d'intérêt à ces questions. Cela montre qu'il y a une véritable synergie entre les États", a conclu Moussa Mohammed, avant de préciser que la préoccupation de sa structure serait de doter le Gabon d'un radar d'ici à avril 2021.

La Semaine Comme une bombe à retardement

CE serait inexplicable de passer sous silence la victoire des "Panthères", du nom de l'équipe nationale de football, sur les "Scorpions", leurs homologues de la Gambie (2-1), à Franceville. Un match qui s'est joué dans un stade qui leur a souvent porté bonheur. Cette performance qui leur permet de prendre la tête du groupe D, doit être confirmée ce lundi à Banjul, si nos athlètes veulent aborder, dans la sérénité, la suite des éliminatoires de la Can-2021.

Deux autres faits ont retenu notre attention, pendant la semaine qui s'est achevée hier. Il s'agit de la séance de travail organisée à la présidence de la République sur le mouvement d'humeur observé depuis plusieurs mois dans les régies financières; et l'interview que le Porte-parole de la présidence de la République, Jessye Ella Ekogha, a accordée à notre Rédaction (L'Union du vendredi 13 novembre). L'intérêt pour la séance de travail relative à

la situation dans les régies financières, vient de ce que le chef de l'État a saisi cette occasion pour instruire la Première ministre "de prendre toutes les dispositions nécessaires pour ramener la sérénité au sein de ses administrations, et de travailler à l'amélioration des conditions de travail des compatriotes". Ces instructions du numéro un gabonais à la cheffe du gouvernement ont sans doute fait siffler les oreilles des ministres financiers, également présents à ce tour de table. En dernière analyse, cela pourrait s'apparenter à un désaveu de ces derniers. Du moins dans l'entendement des responsables syndicaux de régies financières. Surtout quand on sait que ceux-ci avaient poussé le bouchon un peu plus loin en déclarant que leurs tutelles étaient désormais disqualifiées pour tout dialogue avec eux...

S'agissant de l'interview de Jessye Ella Eko-

gha, soulignons qu'elle a exclusivement porté sur la Task force sur la dette intérieure initiée par le chef de l'État, et dont les résultats à mi-parcours révèlent déjà des choses aussi bien graves, "aberrantes que révoltantes", pour reprendre les mots du Porte-parole de la présidence de la République. Tout en vous faisant l'économie des chiffres révélés. "Certains dossiers laissent apparaître clairement une complicité entre des opérateurs indécents et de hauts cadres de l'administration. Il y aura des poursuites judiciaires (...)", a-t-il martelé. À la lecture de ce qui précède, le moins que l'on puisse dire c'est que nous sommes là en présence d'une bombe à retardement qui, forcément, fera de gros dégâts. Et nous de réclamer la transparence à tous les niveaux.

ONDOUBA'NTSIBAH